Num. 234

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1862

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni Postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE	Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino . . . . L.	40	21	11
» Provincie del Regno . . . . . »	48	25	13
» Roma (franco ai confini) . . . . »	50	26	14

TORINO, Venerdì 3 Ottobre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE	Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia . . . . . L.	80	46	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento . . . »	58	30	16
Inghilterra, Svizzera, Belgio, Stato Romano »	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. esposto al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
2 Ottobre	741,56	742,78	743,28	+19,9	+21,1	+22,8	+19,0	+19,6	+19,6	+13,2	E.	N.E.	S.O.	Ser. con vap.	Nuv. sparse	Nuvolette

PARTE UFFICIALE

TORINO, 2 OTTOBRE 1862

S. M. il Re, con Decreto del 30 settembre scorso, ha accettato le dimissioni offerte alla M. S. dal Ministro di Grazia e Giustizia e dei Culti comm. avv. Raffaele Conforti; e con Decreto dello stesso giorno ha affidato provvisoriamente la reggenza del Ministero di Grazia e Giustizia e dei Culti al Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro dell'Interno, comm. Urbano Rattazzi.

Il N. 832 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto del Regno;
Sentito il Consiglio dei Nostri Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,
Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione Consolare conchiusa tra l'Italia e la Francia e sottoscritta a Parigi addì 26 del mese di luglio 1862, le di cui ratificazioni furono ivi scambiate il 13 settembre stesso anno.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 18 settembre 1862.

VITTORIO EMANUELE.

GIACOMO DURANDO.

CONVENTION CONSULAIRE
entre le Royaume d'Italie et la France.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Français reconnaissant l'utilité de déterminer, avec toute l'extension et la clarté possibles, les droits, privilèges et immunités réciproques des Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, Chanceliers ou Secrétaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une Convention Consulaire, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Chevalier Constantin Nigra, Grand Officier de son Ordre religieux et militaire des Sains Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Edouard Antoine Thouvenel, Sénateur de l'Empire, Grand' Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, de l'Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc;, son Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Chacune des Hautes-Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie.

Lesdits Agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et, sur la production dudit *exequatur*, l'Autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge, et qu'ils soient admis à la jouissance des exceptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

Art. 2. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls, ou Agents consulaires, sujets de l'État qui les nomme, jouiront de l'exemption des logements et des contributions militaires, des contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires imposées par l'Etat ou par les Communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immeubles, qu'ils ne fassent le commerce, ou qu'ils n'exercent quelque industrie; dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils jouiront, en outre, de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et actes que la législation pénale des deux pays qualifie de crimes et punit comme tels, et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Ils pourront placer au-dessus de la porte extérieure du Consulat ou Vice-Consulat l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription: *Consulat* ou *Vice-Consulat de......*

Ils pourtont également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire, aux jours des solemnités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage, à moins qu'ils ne résident dans une ville où se trouverait l'Ambassade ou la Légation de leur pays. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront, avant tout, à désigner aux matelots, et aux nationaux l'habitation consulaire.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour le service de leurs fonctions.

Art. 3. Les Consuls Généraux, Consuls et leurs Chanceliers ainsi que les Vice-Consuls ou Agents consulaires ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les Tribunaux.

Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelques déclarations juridiques, ella devra se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix, ou déléguer, à cet effet, un fonctionnaire compétent, ou la leur demander par écrit.

Art. 4. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires, les Élèves Consuls, les Chanceliers et Secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leurs dites qualités aux Autorités respectives, seront de plein droit admis, dans leur ordre hiérarchique, à exercer par *interim* les fonctions consulaires, sans que les Autorités locales puissent y mettre obstacle. Au contraire celles-ci devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges réciproquement reconnus par la présente Convention aux Agents du service consulaire.

Art. 5. Les Archives consulaires seront inviolables et les Autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires respectifs.

Art. 6. Les Consuls Généraux et Consuls pourront nommer des Vice-Consuls ou Agents consulaires dans les villes, ports et localités de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du Gouvernement territorial.

Ces Agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays, comme parmi les étrangers et seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des mêmes privilèges et immunités stipulés par la présente Convention, sauf les exceptions consacrées par l'art. 2.

Art. 7. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires des deux pays pourront s'adresser aux Autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existantes entre les deux pays, et contre tous abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces Autorités, ils pourraient avoir recours, à défaut d'un Agent diplomatique de leur pays, au Gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Art. 8. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires des deux pays, ou leurs chanceliers, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays.

Ils seront également autorisés à recevoir, comme Notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés lors même que lesdits actes auraient pour objet de conférer hypothèque, dans lequel cas on leur appliquera les dispositions spéciales en vigueur dans les deux pays.

Lesdits Agents auront, en outre, le droit de recevoir dans leur chancellerie tous actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leur nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le Consul ou l'Agent devant lequel ils seront passés. Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits Agents et scellés du sceau officiel des Consulats, Vice-Consulats ou Agents consulaires, feront foi, tant en justice que hors de justice, soit en France soit en Italie, au même titre que les originaux et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un Notaire ou autre Officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'État auquel appartiennent les Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'éleverait sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie d'un des Consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des Autorités ou Fonctionnaires de leur pays, et ces traductions auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du pays.

Art. 9. En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les Autorités locales devront en donner avis immédiatement au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux Autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un français en Italie ou un Italien en France sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit naturels, soit désignés par le testament, étaient mineurs, incapables, ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les Consuls Généraux, Consuls, et Vice-Consuls ou Agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes:

1. Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'Autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'Agent consulaire, ne devront pas être levés sans que l'Autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si après un avertissement adressé par le Consul ou Vice-Consul à l'Autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet Agent pourra procéder seul à ladite opération.

2. Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'Autorité locale, si, par suite de la notification susindiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'Autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour

APPENDICE

UN GENIO SCONOSCIUTO

(Continuazione, vedi nn. 217, 221, 225, 227, 228 e 232)

XVI.

Pensai dare colle mie parole alcuna spinta a quell'effusione che mi pareva prossima a prorompere dalle labbra di lui.

— Essere amato! Diss'io. Non lo si ottiene che ad un prezzo: quello d'amar noi, e, voi, avete voi veramente, realmente amato qualcheduno nel mondo?

— Se ho amato! Esclamò con impeto. Dio buono! Era tutto amore la mia natura; era tutto amore la mia intelligenza; su tutto il creato, e sui miei simili si versava potente, desioso d'operare, di sacrificarsi il mio affetto. Cominciò la mia famiglia medesima a rigettarmi. Mia madre si vergognò d'avere a figliuolo un mostro qual era io; i miei compagni mi burlavano ed abusavano della debolezza delle mie membra per farmi segno ad ogni oltraggio. Un giorno trovai finalmente un difensore e me ne feci un amico.... Ah! quanto io l'abbia amato quel tale, nessuno lo saprà mai.... E pure io stesso doveva.... io stesso!....

Si coprì colle mani la faccia e stette lì alcuni minuti mutolo, ma singhiozzando penosamente. Poscia si lasciò cadere seduto a me vicino e mostrandomi la faccia disfatta da una viva benchè antica angoscia, riprese con voce debole e sommessa:

— Egli era bello, robusto, ardito, ad ogni esercizio di corpo, ad ogni forza, ad ogni audacia acconcio e valente. Aveva buon cuore ed ebbe pietà di questo disprezzato scimiotto che era la vittima di tutti. Sotto la protezione della sua forza e della autorità che gli davano tutte le sue belle doti io conobbi un po' di pace in collegio. Io lo ricompensava facendo tutti i suoi còmpiti, ed amandolo come si amerebbe in terra la personificazione del bello e del buono. Ero suo schiavo. M'avesse detto: — Ambrogio gettati giù da questa finestra del terzo piano per mio vantaggio, che? per mio piacere, vi giuro che l'avrei fatto.

« M'aveva sottratto a tanti e sì forti tormenti! Voi non sapete che cosa sia sentirsi debole, brutto, meschino, ridicolo ed essere la mira degli scherni, delle risa, delle percosse d'una ragazzaglia spietata che si compiace della vostra impotenza, che sghignazza alle vostre lagrime, che appunto là più vi punge, dove più vede che vi fa soffrire la ferita. Nessuna pietà, nessuna generosità; una gara feroce a chi meglio farà dolorare e sanguinare quella pover'anima presa per segno dei loro colpi. Quante volte vedendo una ciurmaglia di monelli inferocire contro una povera bestiola, mi sono ricordato di quegli spasimi che mi torturavano il cuore e di quelle lagrime che mi rientravano a ripiombare cocenti sull'anima! Sì nel bambino c'è tutto l'uomo. Quelle crudeltà infantili preaccennano quelle tremende con cui la società perseguita e conduce alla disperazione od a riagire col delitto le sue vittime.

« Fuor del collegio, i medesimi scherni e le medesime vergogne mi aspettavano nel mondo, meglio coperte dalla vernice della cortesia, ma non meno maligne e crudeli, e non poteva più da tutti, come prima, difendermi il valore di quel tale che io amava sempre con tutte le potenze dell'animo mio, e che pur mi lusingavo mi amasse.... Ah no! non mi amava, non mi aveva amato mai!... Udite, udite e giudicatene voi.

« Col giungere dell'adolescenza e della giovinezza, anche in me nacquero nuove e indefinite aspirazioni, quelle tormentose e gradite aspirazioni che inconsciamente spingono l'anima verso l'ideale e sollecitano e preparano e addestrano alla grandezza l'anima dell'uomo superiore. Io era stupito e confuso di me medesimo. Non mi riconoscevo più. L'ultimo fra gli uomini e stimatomi io stesso tale sino allora, mi sentivo delle vampe superbissime d'una eccelsa ambizione. Me ne vergognavo fra me e me, nascondevo accuratamente nel mio timido silenzio tali eccessi di pazzia, avrei voluto dissimularli anche a me stesso. Ma ne' miei sogni pertinacemente tormentosi m'appariva la felicità seducente nel sorriso non solo della bellezza, ma della gloria. Un giorno scoppiò in me l'ispirazione come un fulmine, quasi per un lampo mi vidi d'un subito illuminato l'esser mio e il mio destino e scoperto il segreto delle mie angoscie mentali. Ero poeta!

« Poeta! Re della terra, re del pensiero! Favorito da Dio d'una scintilla maggiore della sua luce divina; sentendo nel proprio più vasta l'orma del suo spirito creatore; capace di padroneggiare il mondo dell'ideale, di apprendere il sovrintelligibile, di accostarsi al miracolo della creazione. Essere infimo, debole, il più dispregiato fra gli uomini e conoscersi degno ed aspirare a divenire il primo, il coronato dalla più splendida corona! Capite voi quali intime esaltazioni e quali segreti affanni, quali inquiete lusinghe e quai terribili accasciamenti s'avvicendassero e turbassero l'anima mia nella oscura giovinezza?

« Quella oscurità che mi riparava dai dolori e dai danni della vita, mi tornava pure la maggiore delle disgrazie. Che cosa non avrei dato per potere ad un tratto comparire innanzi al mondo cinto splendidamente di quella luce di poesia che mi sentivo nell'intelletto e nel cuore? E con tutto ciò avevo di me e de' miei versi una timorosa vergogna. Li nascondevo agli occhi di tutti, colla cura con cui si nascondono le traccie d'un delitto. Se il mondo avesse risposto mai colla beffa a quel vero sangue

son intervention d'office dans ses actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce.

3. Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables.

4. Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire, ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties. Ces dépôts devront avoir lieu dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'Autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du pays ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession *ab intestat* ou testamentaire.

5. Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister entre la succession *ab intestat* ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou *ab intestat*, le payement de leurs créances devrait s'effectuer dans le délai de quinze jours après la clôture de l'inventaire, s'il existait des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés par les moyens les plus convenables; ou enfin dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les Consuls et la majorité des intéressés.

Si les Consuls respectifs se refusaient au payement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'Autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux pays, les Consuls ou Vice-Consuls devront faire immédiatement la remise à l'Autorité judiciaire ou aux Syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou *ab intestat*, les dits Agents demeureront chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs, et les incapables.

En tout cas, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux.

6. Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront, sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou *ab intestat*, sans que l'Autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du pays ou d'une tierce Puissance n'aient à faire valoir les droits dans la succession, car en ce cas, s'il survenait des difficultés provenant notamment de quelques réclamations donnant lieu à contestation, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les Tribunaux du pays devront en connaître, selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits Agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestat*, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment annocées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des Avocats chargés de soutenir leurs droits devant les Tribunaux.

Il est bien entendu qu'ils remettront à ces Tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aurait été suspendue jusq'à la conclusion du litige.

7. Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des pays respectifs.

Art. 10. Lorsqu'un français en Italie ou un italien en France sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'Agent consulaire de sa nation, l'Autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à l'Ambassade ou à la Légation qui doit en connaître, ou au Consulat ou Vice-Consulat le plus voisin du lieu où se sera ouverte la succession *ab intestat* ou testamentaire.

Mais, dès l'instant que l'Agent consulaire le plus rapproché du point où se serait ouverte ladite succession *ab intestat* ou testamentaire, se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur les lieux, l'Autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrit l'article précédent.

Art. 11. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls au Agents consulaires des deux États, connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décéderaient à terre ou à bord des navires de leur pays, soit pendant la traversée, soit dans le port de leur arrivée.

Art. 12. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront aller personnellement, ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devant les Tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auraient à former.

Il est convenu que les Fonctionnaires de l'Ordre judiciaire et les Officiers et Agents de la douane ne pourront, en aucun cas, opérer ni visites, ni recherches à bord des navires sans être accompagnés par le Consul ou Vice-Consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent. Ils devront également prévenir, en temps opportun, lesdits Agents Consulaires pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les Tribunaux et dans les Administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourr it nuire à l'exacte administration de la justice.

La citation qui sera adressée à cet effet aux Consuls et Vice-Consuls indiquera une heure précise, et si les Consuls et Vice-Consuls négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 13. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, et la sûrté des marchandises, biens et effets, on observera lès lois, ordonnances et règlements du pays.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation; ils règleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les Autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays, où ne faisant pas partie de l'équipage, s'y trovera mêlée.

Dans tous les autres cas, les Autorités précitées se borneront à prêter tout appui au Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits Agents le jugeront convenable.

Art. 14. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation qui auraient déserté.

A cet effet, il devront s'adresser par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée. On donnera en outre auxdits Agents consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande et au frais du Consul ou Vice-Consul, jusqu'à ce que celui-ci trové une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois après lesquels et moyennant un avis donné au Consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'Autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le Tribunal eut rendu sa sentence, et que celle-ci eut reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes-Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 15. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du pays dans lequel résideront lesdits Agents, ou ceux d'une tierce Puissance, ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devraient être réglées par l'Autorité locale.

Art. 16. Lorsqu'un navire appartenent au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes-Parties contractantes fera naufrage, ou échouera sur le litoral de l'autre, les Autorités locales devront porter le fait à la connaissance du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Italie, seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents ou Agents consulaires de France; réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la France, seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires d'Italie.

L'intervention des Autorités locales n'aura lieu dans les deux pays que pour assister les Agents consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandices sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires ou de la personne qu'ils délégueront à cet effet, les Autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des Autorités locales, dans ces différents cas, ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage, et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'Autorité locale.

Les Hautes-Parties contractantes conviennent en outre que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 17. Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs, ainsi que les Chanceliers, Secrétaires, Elèves ou Attachés consulaires, jouiront dans les deux pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités, et privilèges qui sont accordés ou seraient accordés aux Agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 18. La présente Convention sera en vigueur pendant douze années, à dater du jour de l'échange des ratifications; si aucune des Hautes-Parties contractantes n'avait notifié à l'autre une année avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, elle continuerait à rester en vigueur pendant une année encore, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes-Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 19. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États immédiatement après l'échangé des ratifications.

Art. 20. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 26 juillet de l'an de grâce 1862.

Signé: Nigra (L. S.).
Signé: Thouvenel (L. S.).

Per copia conforme all'originale
Torino li 4 agosto 1862.
Melegari.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — Torino, 2 *Ottobre* **1862**

IL GUARDASIGILLI MINISTRO SEGRETARIO DI STATO PER GLI AFFARI DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Visti i Ministeriali Decreti in data 3 ed 11 scorso agosto coi quali venne fatta riserva di determinare il giorno in cui avrebbero avuto principio gli esami per gli aspiranti alla nomina di Uditore a senso del R. Decreto 9 maggio 1861,

Ordina quanto segue:

Gli esami per gli aspiranti alla nomina di Uditore nei distretti delle Corti d'appello di Ancona, Bologna, Brescia, Cagliari, Casale, Catania, Genova, Messina, Milano, Palermo, Parma e Torino principieranno addì 20 del prossimo mese di novembre.

Dato a Torino, il 30 settembre 1862.

Pel Ministro E. Robecchi.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO DEL REGNO D'ITALIA.

Presentandosi alla Direzione generale titoli di rendita sia per cambio, sia per translazione, tramutamento, vincolo o disvincolo, viene rilasciata una ricevuta che va distinta con numero speciale di posizione ed altro di ordine.

Si avvertono perciò coloro che sollecitano operazioni su titoli già presentati d'indicare i numeri anzidetti colla data della ricevuta stessa; in contrario non potrà essere provveduto sulla istanza medesima, nè dato alcun riscontro.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO DEL REGNO D'ITALIA

(2.a *Pubblicazione*)

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della Legge 10 luglio 1861 e 47 del R. Decreto 28 stesso mese ed anno,

Si notifica che i titolari delle sotto designate rendite allegando la perdita dei corrispondenti certificati di iscrizione ebbero ricorso a quest'Amministrazione, onde, previe le formalità prescritte dalla Legge, loro vengano rilasciati nuovi titoli.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che sei mesi dopo la prima pubblicazione del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni, si rilascieranno i nuovi certificati.

Num. delle iscrizioni	Infestazione	Rendita
	Debito Perpetuo 1819.	
5303	Parrocchiale di Coazze (Torino)	L. 120 »
5837	Id. di Chezadel (Aosta) con annotazione	» 60 »
5882	Id. di St-Marcel (Aosta) con annotazione	» 60 »
6077	Id. d'Inverso Pinasca (Pinerolo)	» 120 »
6121	Id. di Chiusa (Susa) con annotazione	» 100 »
5923	Id. di Verrone (Biella)	» 200 »
3608	Comunità di Torreberetti (Lomellina)	» 4 25
7897	Cappellania perpetua instituita dal fu Paolo Francesco Aroneo di Genova	» 9 67
4052	Chiesa parrocchiale di Santa Lucia, in	

dell'anima mia! Guai! Li amavo tanto! Mi pareva che ne sarei morto.

« Così non la poteva durare. Deliberai aprirmene a quell'unico amico che avessi.

« Alfredo — non gli darò che questo nome — era allora nel mondo quello che era stato in collegio: bello, audace, simpatico, beneviso a tutti, temuto dai rivali pel suo valore, desiderato da tutte le società pella sua piacevolezza, ricerco da ogni salotto, primo in tutto che imprendesse, in ogni dove egli comparisse, cavalcava come nessun altro meglio di lui, suonava con sentimento e componeva delle romanze e delle melodie che le signore eseguivano con amore nelle serate musicali; scriveva delle gaie leggerezze su pei giornali e degli affettuosi facili versi per gli *Album* delle dame, che gli valevano una certa gloriola di letterato e il titolo d'uomo di spirito, cui egli si confermava con una invidiabile franchezza e subitaneità di motti e di rimbeccate. Era uno di quegli ingegni che riescono in ogni cosa a cui s'accingono, ma dei quali la deplorabile facilità impedisce che acquistino profondezza in alcuna.

« Io cercava di vederlo il più sovente che potessi; ma egli, tutto preso dalle brighe e dalle frequentazioni del *bel mondo*, senza pure sfuggirmi, rado era mi concedesse pochi minuti di colloquio e di sua compagnia. Alcune fiate m'ero accorto che la mia presenza non era quella che più gli talentasse; ed io nella mia umiltà gli davo ragione e mi dicevo che, pel soddisfacimento e pel vantaggio che provavo io in vederlo, non avevo il diritto di distorlo dalle sue occupazioni e dai suoi piaceri. Meco poi, egli trattava con una certa urbanità o bontà di tolleranza, se così posso dire, come un ricco di generosi sentimenti che faccia elemosina di qualche buona parola ad un misero affamato di affetto. C'era ancora la protezione e la superiorità di colui che aveva difeso il perseguitato collegiale.

« Quando io gli venni innanzi con alcuni de' miei versi tremavo come un accusato che si presenta innanzi al suo giudice. Gli dissi balbettando il fatto mio. Alfredo fece l'atto di stupore di chi oda la più nuova ed inaspettata meraviglia. Un leggiero sorrisino di beffa mi parve corresse sulle sue labbra.

« — Che? Tu fai dei versi? Esclamò egli. Tu pensi a scrivere? Ma bravo! Udiamo un po' questa roba.

« — Oh no: diss'io: non avrò mai il coraggio di leggerteli. Prendi queste carte. Guardale tu stesso, e dimmene poi.

« Gli lasciai i miei scritti e fuggii o poco meno, colle fiamme alla faccia.

« Stetti alcuni giorni senza vedere Alfredo. Avevo un gran desiderio di correre da lui a saperne il giudizio, e non osavo. Gli era come e si trattasse d'una sentenza da cui tutto il mio avvenire avesse a dipendere.

« Una sera finalmente vedo Alfredo entrarmi in casa. Impallidii dall'emozione, e il cuore mi si diede a palpitare come in faccia ad un gravissimo pericolo. Egli aveva il suo solito aspetto gaio, leggero, di sollazzevole amenità. Disse essersi stupito e rammaricato di non più vedermi da tanti giorni; essere venuto a vedere che cosa stava facendo nella solitudine del suo nido questo gufo selvatico; mi parlò in un momento, senza che io potessi e cercassi neppure di mettere una parola, d'una infinita quantità di cose diverse, con una continuata sequela di facezie e uno schioppettio incessante di motti. De' miei versi non pareva nemmanco ricordarsi. Avrei voluto chiedergliene, e mi mancava il coraggio. Alzatosi per partire, mi sollecitò ad uscire con lui: aveva da recarsi a un certo convegno, ed io ne lo avrei accompagnato, così avremmo allungato il piacere di star insieme. Feci a suo talento. Quando fummo presso al luogo a cui egli era diretto, mi disse finalmente come per un improvviso venirgli alla memoria:

« — Ah! Ho letto i tuoi versi. Me ne rallegro teco. Sai che non c'è male? Con qualche tocco qua e là, con qualche correzione, con qualche cambio di verso, davvero che sono una cosa presentabilissima.

« Io sentiva farsi più agiato il mio respiro.

« Egli continuava:

« — Anzi ho pensato una cosa. Mio caro, le nostre produzioni letterarie, per giudicarle a dovere noi stessi, bisogna vederle stampate. La stampa è come alle sceniche composizioni la luce della ribalta, gli è per essa che i difetti e i pregi altresì appariscono nella loro realtà. Se tu ci acconsenti voglio farti stampare i tuoi lavori.

« Non mi pareva vero quello che udivo. Essere stimate degne della stampa le mie cose, era un successo maggiore di quello che avevo sperato. Di subito, come in un abbagliamento, mi passò innanzi quella lucentissima immagine della gloria che avevo vagheggiato, che vagheggiavo tremando nella più ritratta solitudine delle mie fantasticaggini.

« Alfredo soggiunse, che aveva giusto sotto i torchi un volume di sue poesie; che avrebbe a quello aggiunte le mie, e così introdottele nel mondo letterario sotto il patrocinio del suo nome, già conosciuto e circondato di qualche riguardo. Questo essere il meglio pel mio vantaggio; sotto il mio oscurissimo nome niun editore voler certo acquistare il manoscritto, niun lettore comperare il libro, dove io mi decidessi a stamparlo a mie spese.

« Le sue ragioni mi persuasero. Credevo di aver ottenuto assai più che non meritassi. Le mie poesie comparvero poco dopo nel volume pubblicato da Alfredo sotto il suo nome. Nonostante ciò ch'egli mi aveva detto, i miei versi erano pubblicati tali e quali, senza pure il cambiamento d'una virgola. Io li lessi colla superba gioia d'un padre che bacia il suo primogenito: ma, la sera ritirandomi nella mia solitaria cameretta, sentii con maggiore l'orgoglio come io fossi capace d'assai più.

(*Continua*) Vittorio Bersezio.

Lerici (Sarzana) e per essa quel Rettore pro tempore » 11 23
3161. Città di Cherasco (provincia di Mondovì) » 82 50.
Id. 1819.
14271 Sinigalia Salomone fu Abram di Torino » 101 »
Rendita Siciliana.
803 Spadafora ed Amenta Giuseppa Adriana fu Giuseppe minore, rappresentata da Amenta Spadafora vedova Rosa fu Ottavio, madre e tutrice, di . . Ducati 383 »
10726 Drago Salvatore, Mariano e Domenico, fu Angelo, minori rappresentati da Eleonora Agnello fu Mario, madre e tutrice » 5 »
3601 Stanghittà in Barravecchia Giacomo fu Rosario » 45 »
5198 Suddetta » 9 »

Torino, 26 settembre 1862.

L'Ispettore generale
MANCARDI.
Il Direttore Capo di Divisione
Segretario della Direzione gen.
M. D'ARIENZO.

PAESI BASSI

Scrivono all'*Indépendance Belge* dall'Aja, il 26 settembre:

In una sola tornata terminò la discussione sull'allocuzione della seconda Camera. Come già v'aveva scritto prima, nessuno era disposto ad aprir una lotta che non poteva aver risultamento e si seppe grado alla Giunta di aver compilato un discorso inoffensivo, il quale non è che una parafrasi di quello del trono. Furono pronunciati cinque discorsi sulle pratiche col Giappone, sulla politica coloniale, sulle finanze, sull'insegnamento e sul Consiglio di Stato.

L'allocuzione si approvò senza modificazione a unanimità dei suffragi, tranne due. Tutte le quistioni politiche furono rinviate alla discussione del bilancio.

La questione del riscatto del pedaggio della Schelda in 18 mesi non fece un passo. Essa verrà probabilmente sciolta nella conferenza che pare doversi bentosto riunire. La convenzione sulle prese d'acqua della Mosa si trova in condizione analoga. Sembrano abbandonate, almeno per ora, le pratiche colla Francia per la conclusione di un nuovo trattato di commercio, le quali erano già ben avviate, e credo che dobbiamo rinunciar alla speranza di staccare il Limburgo dalla Confederazione germanica.

Tutte queste quistioni e molte altre verranno sollevate a proposito del bilancio.

Il ministro della marineria presentò un progetto di legge per reclamare sull'esercizio del 1862 la spesa di un milione e mezzo di fiorini per la costruzione di legni corazzati per la difesa delle coste.

La Giunta d'inchiesta ha pubblicato testè la sua relazione sugli affari della marineria di guerra. È un lavoro assai interessante e non contiene meno di 400 pagine in foglio.

Il re si reca al Loo e la regina madre a Weimar.

ALEMAGNA

BERLINO, 29 *settembre* (dispaccio telegrafico dell'*Indépendance belge*). Stamane nella Camera dei rappresentanti il signor de Bismark ha dato lettura di una dichiarazione, di cui ecco la sostanza:

« Dopochè la Camera ha rigettate tutte le spese proposte pel 1862 intorno all'ordinamento dell'esercito, il governo deve supporre ch'essa prenderà assolutamente le stesse risoluzioni pel 1863. E siccome da sua banda il governo mantiene le proposte che sono state svolte pel 1862 dai suoi organi, una deliberazione immediata sulla soluzione ulteriore delle questioni in contesa non darebbe risultamenti utili, ma accrescerebbe considerabilmente le difficoltà.

Giusta quanto è intervenuto sinora, non è possibile un accordo senza la presentazione di una legge. Perciò, secondo proposta del Consiglio dei ministri, il re mi ha autorizzato a ritirare il bilancio del 1863.

Il principio di una nuova presentazione in tempo utile non viene punto scartato in tale guisa, ma il governo considera come un dovere il non lasciar aumentare ancora gli ostacoli a un accordo.

Il governo presenterà nella prossima sessione il bilancio del 1863, con un progetto di legge che fissi legalmente i principii essenziali del riordinamento e il bilancio del 1864. »

Il signor Grabow ha dato lettura dell'autorizzazione reale concernente il ritiro del bilancio del 1863; dopo di che il sig. Frese ha chiesto il rinvio della dichiarazione ministeriale alla Commissione del bilancio, con domanda di una pronta relazione.

La Giunta si è riunita alle 11.

I sigg. di Roon e Bismark hanno assistito alla tornata.

Interrogato sul punto di sapere se la prossima sessione si aprirebbe ancora in quest'anno, il signor di Bismark ha dichiarato che il governo non aveva ancora preso alcuna relativa risoluzione, e che considerava il tempo che passerà sino alla nuova sessione come una specie di tregua durante la quale si cercherebbero i mezzi di togliere il conflitto. Ha soggiunto, la presentazione del bilancio nell'anno presente essere possibile, ma non il voto su questo bilancio.

Ad una questione relativa alla possibilità di modificare il bilancio del 1863 per il 4 novembre il signor di Roon ha risposto che l'intervallo fra la metà di ottobre, tempo probabile della chiusura della sessione attuale, e il mese di novembre sarebbe insufficiente per la presentazione del bilancio e del progetto di legge.

Il sig. di Bismark ha ripetuto che il governo, ritirando il bilancio del 1863, cercava di ottenere la pace e un accordo.

Avrà luogo domani a sera una nuova riunione della Giunta.

DANIMARCA

Scrivono al *Journal de Francfort* da Copenaghen 25 settembre:

Tutti i nostri giornali, si può dire senza eccezione, continuano a combattere con estrema vivacità le condizioni imposte nella nota del 22 di agosto dalla Prussia ed Austria, e col mezzo delle quali le due grandi potenze tedesche, come mandatarie della Confederazione germanica, consentirebbero a trattare colla Danimarca per assicurare ai ducati di Holstein e Lauenbourgo la loro autonomia tedesca e posizione costituzionale definitiva nel complesso della monarchia. Tutti i partiti sono d'accordo a Copenaghen e nel Regno per respingere tali esigenze. Sinora non s'alzò alcuna voce per consigliar al governo di far delle pratiche sulle basi indicate nella nota prussiana e nel *memorandum*, quantunque meno acre nella forma e nelle espressioni, dell'Austria.

Esiste del pari un compiuto accordo a questo riguardo fra tutti i membri del presente ministero, di cui neppur uno potrebbe restar in carica se non riprovasse, come tutti fanno in ogni classe del regno, i documenti diplomatici del 22 di agosto sin dalla loro pubblicazione. Stante tutto questo scalpore cui del resto giustifica perfettamente la nostra posizione verso l'Alemagna non si crede che il governo si possa risolver sì presto a mandar qualche risposta ai gabinetti di Vienna e Berlino sulle ultime loro comunicazioni. Dovremo naturalmente nella nostra risposta usare espressioni non meno ferme e precise per combattere e respingere argomenti che non potranno mai esser ammessi in Danimarca secondo il dritto nazionale, e che le due grandi potenze tedesche si travagliano di far valere non solo in favore dei ducati di Holstein e Lauenbourgo, ma altresì in favore dello Schleswig. Possiamo dunque dire esser più lontana che mai la prospettiva di qualche accordo finale intorno al lungo nostro conflitto costituzionale coll'Alemagna.

Dovendo aprirsi al 4 del prossimo ottobre la sessione delle nostre Camere legislative, il presidente del Consiglio si propone di recarsi domani al castello di Glucksbourg ove risiede ora re Federico. In questa occasione sarà sottoposto all'approvazione sovrana il discorso di apertura deliberato nel Consiglio dei ministri. È probabile che in questo documento solenne il ministero farà conoscere alla rappresentanza nazionale la politica di resistenza che intende seguire verso l'Alemagna e la Prussia.

AMERICA

Leggiamo nel *Constitutionnel* del 1.o ottobre:

Per mezzo della valigia inglese delle Antille e del golfo del Messico riceviamo notizie di Vera Cruz del 1.o settembre. I vascelli l'*Eylau l'Impérial* e il *Finistère* erano giunti il 23 agosto alla rada di Sacrificios; una parte delle truppe era sbarcata immediatamente e il dimani mattina una prima colonna composta del 2.o battaglione del 1.o Zuavi, della metà della cavalleria (cacciatori d'Africa), e del treno e di 54 carri, erasi diretta su Orizaba. Un distaccamento di 80 marinai fucilieri degli equipaggi della squadra erasi unito alla colonna. Le truppe non avevano fatto altro che attraversare la città dal molo alla ferrovia.

La seconda colonna composta del rimanente delle truppe, dovevasi mettere in marcia al 1.o settembre sotto il comando del colonnello Brincourt del 1.o Zuavi.

Lo Stato sanitario delle nuove truppe è eccellente: non vi fu fra le loro file, negli otto giorni ch'esse trovansi a Vera Cruz, un sol caso di febbre gialla: il vomito va perdendo la sua intensità.

Le inondazioni prodotte dalle ultime pioggie nella valle de la Soledad fino al limite sono sì notevoli che il corriere di Orizaba non ha potuto arrivare a Vera Cruz prima della partenza del piroscafo. Si sa per altra parte che lo stato morale e sanitario del corpo di spedizione continua ad essere de' più soddisfacenti.

L'*Abondance* era partita da Vera Cruz per Brest il 19 agosto: l'*Amazone* aveva abbandonata la rada di Sacrificios il 20 per Tolone. La *Moselle* era giunta il 29 agosto.

Lo stesso piroscafo reca notizie della Martinica del 10 settembre. La seconda divisione di legni che recavasi al Messico non era per anco arrivata. Il transatlantico francese la *Vera Cruz* era entrata in rada dal Fort-de-France nel mattino del 3 settembre; aveva tra i passeggeri gli ufficiali, sotto ufficiali e caporali scelti dal ministro della marina per istabilire i quadri delle compagnie di volontari in via di formazione alla Martinica e alla Guadalupa.

Il 6 settembre, nel pomeriggio, hanno lasciato il Fort-de-France e sono partiti di conserva per Vera Cruz il vascello il *Turenne*, con a bordo il generale Forey, comandante in capo la spedizione del Messico, il generale di cavalleria de Mirandol, gli stati maggiori di questi due ufficiali generali, e il 20 battaglione di cacciatori, il trasporto l'*Yonne*, che portava lo squadrone dell'8.o ussari, una compagnia del treno d'artiglieria e cavalli e muli di questa truppa, e finalmente la corvetta il *Chaptal*, che ha per passeggiero il colonnello de Mancel.

La divisione Bazaine non era aspettata alla Martinica prima della fine del mese. Non rimanevano più alla rada che i legni della stazione locale l'*Amaranthe* e il *Tartare*.

FATTI DIVERSI

FAUNO DI BRONZO DEL MUSEO DI TORINO. — In questi giorni il Museo di Torino ha fatto un acquisto che ogni amatore dell'arte antica vedrà con piacere. È questo un frammento di bronzo ossidato, che rappresenta un braccio. L'arte squisita che l'artista antico ha dimostrato perfino nella finezza con cui sono condotte le unghie dei cinque diti, lo rendono modello di tale genere. Ma ciò che ne aumenta il valore si è che fu un membro di un Fauno del nostro Museo, tanto più che il Fauno, capo lavoro dell'arte di fondere i bronzi, è unico in tutta l'Europa. Fu ritrovato già da alcuni anni negli scavi dell'antica Industria presso quel borgo situato sulla ripa destra del Po a sette miglia circa da Casale che si chiama *Monteu*. Ma non so per quale sventura tre membri del corpo andarono dispersi nel suo ritrovamento. Laonde il Museo non possedeva che il fusto ed il corpo mutilato delle due braccia e di una gamba.

Questo certamente ne diminuiva di molto il valore. Se non che una felice sorte pare che presieda al destino del Fauno, e voglia come un'Iside novella ricomporre le membra dell'antico Osiri, lacerate dal malvagio Tifone. Il braccio destro che è piegato nel gomito e vince così una difficoltà dell'arte del fondere, scoperto presso un venditore di cose antiche dal dotto Ministro d'Inghilterra Hudson, ci fu donato non è lungo tempo.

Non son pochi giorni che il signor Castellani che aveva percorse le sale del Museo di Torino con occhio di valente artista, s'era accorto del valore di tale monumento, e delle mancanze le quali ne diminuivano il pregio. Una buona ventura fece sì che egli vide presso un altro raccoglitore d'oggetti antichi questo frammento di bronzo ricoperto di ossido. Non vi è dubbio che caduto in una situazione molto diversa dal fusto, presenta perciò una superficie assai ossidata ben dissomigliante dalla lucidezza della pelle del fusto e dell'altro braccio.

Questo avrebbe potuto far nascere qualche dubbio intorno l'identità del braccio. Ma la medesima arte colla quale sono condotti entrambi; il suo atteggiamento di un braccio sinistro rivolto al dissopra del capo che compie la posa della statua, tolgono ogni dubbio. Ma ciò che maggiormente ce ne assicura è l'addentellato del frammento che perfettamente risponde a quello del tronco. Finalmente un ultimo argomento ricaviamo da ciò che ci proviene dagli stessi ruderi dell'antica Industria.

Il Museo è assai più contento di andar debitore di un tale acquisto al merito artistico del sig. Castellani, tanto più che egli accetta in compenso un braccialetto d'oro fatto di piccoli quadrelli, ed un anello saraceno d'argento: l'uno e l'altro di arte barbarica, che pure si ritrovano tra gli altri oggetti del Museo. Per questa ragione non possono avere grande pregio nella serie di Antichità egizie o greco-romane, quanto senza dubbio ne ha il frammento del braccio. Laddove nella raccolta del nostro Castellani potranno giovare alla storia della gioielleria antica e delle gemme, indicandone una doppia fasi. A ciò si aggiunge che egli rimette pure al Museo un grosso scarabeo funerario che aumenta la serie degli oggetti egizi. Lo scarabeo è di pasta; ma nella parte piana ha una lunga iscrizione di segni geroglifici, la quale riproduce la formola generale della preghiera pei defunti. Nella groppa poi (ciò che lo rende più singolare) ha intagliati alcuni simboli.

Ora per l'aggiunta di questo novello membro il Fauno (saldate le due braccia col tronco del fusto) verrà ad acquistare un molto maggior valore. Prima di tutto ci sarà dato di ammirare il merito dell'antico artista nel disegno e nel movimento. Si vedrà il Demone col ginocchio destro puntellato sul suolo, ed il sinistro piegato in atto di sostenersi: il destro braccio volto al basso, e piegato come per aggiungere forza, chè tiene il resto del lituo, ed il sinistro incurvato e stretto al disopra del capo in atteggiamento di sommo sforzo. Così apparirà meglio la bellezza del disegno del volto (il quale è somma difficoltà nell'arte del fondere), di quelle labbra aperte, delle rughe, dei capelli gettati qua e là alla rinfusa come simbolo di forte disperazione, e dell'ardita curvatura delle pupille. Se pare morto questo Fauno è solo perchè gli mancano i lumi. Ma è a supporre, e questo doveva renderlo molto più vivace, che il vuoto delle palpebre fosse anticamente riempiuto da due gemme preziose che perfettamente imitavano lo scintillare degli occhi. Ma nella prima scoperta le gemme andarono smarrite come le membra. Se non che speriamo che un fortunato avvenimento od alcune assennate ricerche nelle vicinanze dell'antica Industria ridoneranno un giorno al Museo la gamba della quale difetta. Così ricomposto il monumento sarà tale da dimostrare il merito al quale era salita l'arte dei bronzi presso gli antichi e potrà degnamente esserci invidiato dagli stranieri.

Prof. *Piercamillo Orcurti* dirett. del Museo.

PUBBLICAZIONI. — Fra gli omaggi fatti alla Reale Famiglia in occasione del fausto matrimonio della Principessa Maria Pia merita una speciale menzione il *Serto di documenti attenenti alle Reali Case di Savoia e di Braganza*. Esso è opera del signor Francesco Cambiagi, direttore e proprietario della Stamperia Reale di Firenze e continuatore di quello stabilimento tipografico che, cominciato nella capitale della Toscana sotto Cosimo I e diretto dal celebre Torrentino, passò poscia nel Sermartelli e quindi nella famiglia dei Cambiagi, discesi dai patrizi di Genova di quel nome. E tra i parenti dell'attuale proprietario vediamo il cardinale Orsi, celebre storico, e il capitano Gioachino, autore pure di una lodata storia della Sardegna e della Corsica.

Ventidue sono i documenti riguardanti la Casa di Savoia e il più antico di essi (30 settembre 1310) concerne Aimone, che s'interpose perchè si facesse la pace tra il re di Francia Filippo e Odoardo d'Inghilterra. In parecchi dei documenti che seguono trovansi curiose notizie sulla condizione del Piemonte nei secoli scorsi. E con interesse si leggerà specialmente il manifesto del Re di Sardegna con cui pubblica nel 1733 la guerra contro l'Austria. Ma l'esame di questi importanti documenti meriterebbe un'accurata analisi, anzichè un solo breve cenno, come quello che qui noi possiamo dare.

I documenti relativi alla storia del Portogallo sono 48 e vanno dal secolo XV al XVIII.

Seguono alcune note dettate con accuratezza e contenenti altresì preziose notizie, fra cui si leggerà non senza interesse una sommaria relazione del governo e delle forze del Duca di Savoia sullo scorcio del secolo XVI, in cui fra le altre cose sono i nomi dei consiglieri di Stato, degli ufficiali di corte, medici, governatori delle fortezze ed ufficiali dell'esercito.

Abbiamo detto meritare una speciale menzione il lavoro del signor Cambiagi e ciò sì per la materia onde è composto il suo libro e sì per la bellezza tipografica, per cui esso può gareggiare con quanto di meglio si è fatto anche all'estero. Fu felice l'idea di dare in questa occasione alla luce dei documenti o inediti affatto o divenuti rarissimi e relativi alle dinastie che hanno testè sì felicemente stretto nuovi vincoli di amicizia ed alleanza. Dell'edizione, come cosa di lusso, si trassero solo cento esemplari, ma per vantaggio degli studi storici è desiderabile che in più modesta forma vengano quei documenti messi a disposizione degli amatori delle patrie memorie. Ed oltre i documenti vorremmo pur veder tosto riprodotte le belle ottave per la prima volta pubblicate di Fulvio Testi che, come sa ognuno, non era meno ardente patriota che valente verseggiatore, e dedicava i suoi versi così caldi di sentimenti patrii al grande Carlo Emanuele I che, come i generosi suoi discendenti, e coll'ingegno e colla mano si adoperò per istrappare l'Italia all'ignominioso giogo dello straniero. E non ha gran tempo che venivano pubblicati dei versi di quel magnanimo principe, da cui appare quanto fosse profondo il suo amore per l'Italia e che male non s'apponesse nel dedicare a lui i suoi versi un poeta come Fulvio Testi.

PELLEGRINAZIONI E PASSEGGIATE AUTUNNALI *nell'anno* 1861 *e guida nella valle di Susa e Bardonnèche al traforo delle alpi di G. F. Baruffi.*

È testè uscito dalla tipografia Favale questo volumetto che l'autore dedica alle persone benevole e gentili le quali gli furono generose di loro speciale simpatia nella tristissima circostanza dell'incendio scoppiato in Torino in via di Po.

Il sommario che leggesi in fronte dell'operetta dà una idea della varietà e molteplicità delle cose ivi accennate. — *Da Torino a Bardonnèche — Episodi — Traforo delle alpi — Progetti giganteschi — Oulx — Susa — Ginevra — Losanna — Congresso di naturalisti — Novella Parigi — Giardino d'acclimazione — Ritorno — Passeggiata nei dintorni di Torino — Orbassano — Piossasco — Santuario di Trana — Acquicoltura — Reano — Rivalta — Favria — Rivarolo — Pont — Agliè — Belmonte — S. Giorgio Canavese — F. di Lesseps in Torino — Commemorazione — Addio al lettore.*

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI
(Agenzia Stefani)

Londra, 2 ottobre.

Il *Morning Post* pubblica un indirizzo di Garibaldi in data 28 settembre, il quale esprime sentimenti di riconoscenza per l'Inghilterra e usa parole di amicizia verso la Francia, che chiama sempre la *nazione francese*. Domanda che si tengano dei *meeting* in favore dell'alleanza col Nord d'America e contro la schiavitù, e che l'Inghilterra prenda l'iniziativa del progresso.

Varsavia, 2 ottobre.

L'arciduca Costantino ha dichiarato che la sua benevolenza verso i Polacchi continua malgrado l'attentato.

Parigi, 2 ottobre.

Notizie di borsa.

Fondi Francesi 3 0[0 — 70 85.
Id. Id. 4 1[2 0[0 — 97 95.
Consolidati Inglesi 3 0[0 — 93 7[8.
Fondi Piemontesi 1849 5 0[0 — 71 65.
Prestito italiano 1861 5 0[0 — 72 25.

(Valori diversi).

Azioni del Credito mobiliare — 1205.
Id. Strade ferrate Vittorio Emanuele — 372.
Id. Id. Lombardo-Venete — 626.
Id. Id. Romane — 335.
Id. Id. Austriache — 517.

Napoli, 2 ottobre.

L'altro ieri la Corte d'Assisie di Lucera condannò mons. Frascolle, vescovo di Foggia, a due anni di carcere e a 4500 lire di multa; il canonico Ciulli ad un anno di carcere e 1500 lire di multa. Ambidue erano prevenuti sotto l'imputazione di reati previsti dall'art. 268 del codice penale.

R. CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

3 ottobre 1862 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 0[0. C. d. g. p. in liq. 72 20 17 1[2 20 p. 31 8bre, 72 30 p. 30 9bre.
C. della m. in c. 72 25 72 72 05 25 25 — corso legale 72 20 — in liq. 72 40 40 30 40 p. 31 8bre, 72 50 55 p. 30 9bre.
Id. piccole rendite. C. della matt. in c. 72 43 45 40 50 50. Corso legale 72 43.

Fondi privati.

Canali Cavour. C. d. g. prec. in c. 510, C. d. m. in c. 515 519.

Dispaccio officiale.

BORSA DI NAPOLI — 2 ottobre 1862.

Consolidati 5 0[0, aperta a 72 15, chiusa a 72 15.
Id. 3 per 0[0, aperta a 40 50, chiusa a 42.

G. FAVALE gerente.

AVVISO

Il maggiore cav. Ponzio, commissario di leva a Varallo, essendo stato traslocato a Grosseto in Toscana, avrà l'onore di spedire ai signori prefetti, comandanti militari, commissari di leva, sindaci delle comunità od altri signori le copie chieste o che gli saranno chieste, con buoni postali di L. 2 50 per caduna copia, della ristampata sua *Guida* per agevolare la cognizione e compilazione delle operazioni principali delle leve.

SPETTACOLI D'OGGI

CARIGNANO. Riposo.

VITTORIO EMANUELE. Riposo.

NAZIONALE. Riposo.

ROSSINI. (ore 8). La dramm. Comp. Capella e Guinzoni recita: *Una famiglia di colli torti.*

GERBINO (ore 8). La dramm. Comp. Bellotti-Bon recita: *Le coscienze elastiche.*

ALFIERI. (ore 8 1[2) La dramm. Comp. Monti e Preda recita: *I quattro pretendenti.*

SAN MARTINIANO. (ore 7 1[2). si rappresenta colle marionette: ballo *La battaglia di S. Martino.*

PREFETTURA

DELLA PROVINCIA

DI PORTO MAURIZIO

AVVISO D'ASTA

pel giorno 11 *ottobre* 1862

Essendosi presentato in tempo utile il ribasso del ventesimo al prezzo del deliberamento seguito il diecinove corr. settembre, il pubblico è avvertito che nel giorno di sabato 11 p. v. ottobre alle ore 9 precise del mattino si procederà in quest'uffizio di Prefettura a pubblico reincanto per l'appalto della somministranza del pane ai detenuti e guardiani nelle carceri giudiziarie e stazioni di ambi i circondari di Porto Maurizio e San Remo, non che del penitenziario di Oneglia, sul prezzo di centesimi venti e millesimi settecentodieci, così ridotto col suaccennato ribasso del ventesimo, per ogni razione di grammi 750 divisa in due pani distinti del peso di grammi 375 caduno.

S'invita perciò chiunque voglia attendere all'impresa suindicata di presentarsi a questo uffizio nell'indicato giorno ed ora in cui sarà deliberata definitivamente in un solo incanto all'estinzione di candela vergine a favore dell'ultimo e miglior offerente, sotto l'osservanza dei capitoli speciali relativi, dei quali si potrà avere visione nella segreteria di questo istesso uffizio, avvertendo che ciascuna offerta di ribasso non potrà essere minore di un decimo di centesimo.

L'impresa avrà principio al 1 gennaio e terminerà al 31 dicembre 1863.

Gli accorrenti dovranno prima dell'apertura dell'incanto far constare della loro risponsabilità per attendere all'appalto e depositare la somma di L. 500 o in contanti o in effetti pubblici dello Stato.

I pagamenti della somministranza del pane avranno luogo in conformità dell'art. 23 dei capitoli un mese prima della scadenza di cadun trimestre ed eguali ad un terzo del valore della provvista fatta nel trimestre precedente.

Si dichiara che si osserveranno nell'appalto le formalità prescritte dai vigenti regolamenti ed istruzioni 7 novembre 1860 e 8 novembre 1861.

Porto Maurizio 20 settembre 1862.

er il Segretario capo
G. B. CICALA segr.

Libreria BRIGOLA *a San Carlo in Milano*

IGIENE E FISIOLOGIA
DEL MATRIMONIO

ossia

STORIA NATURALE E MEDICA DELLO STATO CONIUGALE

E DELLA IGIENE SPECIALE DEI CONIUGI nelle diverse loro fasi, e del neonato

per cura del dott. FERDINANDO TONINI
Medico Provinciale emerito
Vice-Presidente dell'Accademia Fisio-Medico-Statistica, membro di varie Società, ecc.
con figure intercalate nel testo.

Milano, presso l'editore GAETANO BRIGOLA, libreria a San Carlo
2 vol. in-18, di circa 400 pagine caduno
Prezzo it. L. 8.

È pubblicato il primo volume, il secondo vedrà la luce alla metà di ottobre corr.

A chi rimette un vaglia postale di fr. 6 al libraio suddetto, avanti la pubblicazione del 2 volume, saranno spediti franco per posta i due volumi. Ad opera compiuta il prezzo sarà invariabilmente portato a fr. 8.

Società
DELLE STRADE FERRATE

del Sud dell'Austria e della Venezia, della Lombardia e dell'Italia Centrale

AVVISO AGLI AZIONISTI

Il Consiglio d'Amministrazione ha l'onore di portare a conoscenza dei signori Azionisti, che a datare dal 1 novembre p. v. è fatto un appello di 50 franchi ossia due lire sterline sulle azioni.

Il primo stacco (coupon) delle azioni per l'anno 1862, che fu fissato dal Consiglio di Amministrazione a 20 franchi, sarà dedotto come acconto sul versamento.

I signori Azionisti che effettuassero il versamento dopo il 15 novembre, dovranno sottostare al pagamento degli interessi in ragione del 5 per cento colla decorrenza dal 1 novembre.

I versamenti dovranno essere effettuati:

a *Londra* in lire sterline,

a *Vienna, Trieste e Venezia* in moneta austriaca secondo il corso legale di Londra nel giorno del versamento,

a *Parigi, Milano, Bologna, Ginevra* e *Francoforte sul Meno* in franchi.

Le casse autorizzate a ricevere i versamenti sono:

a Vienna, la Banca di credito,
a Parigi i sigg. fratelli Rothschild,
a Londra, i sigg. N. M. de Rothschild e figli,
a Bologna, signori R. Rizzoli e C.
a Trieste, i sigg. Morpurgo e Parente,
a Milano, sig. C. F. Brot,
a Venezia, i sigg. Jacob Levi e figli,
a Francoforte sul Meno, i sigg. A. de Rothschild e figli,
a Ginevra, i sigg. Lombard Odier e Compagnia.

Torino, 29 settembre 1862.

Torino — Tip. G. FAVALE e Comp. e presso i principali librai

NUOVO

VOCABOLARIO
LATINO-ITALIANO E ITALIANO-LATINO

COMPILATO AD USO DELLE SCUOLE
DA
LUIGI DELLA NOCE e FEDERICO TORRE

Du grossi volumi in-12°
Il secondo è diviso in due parti.
(4,000 pagine in minuto carattere.)
Prezzo L. 11, 75.
Si vendono pure legati in piena tela, prezzo L. 14 75

L' ISTITUTO-CONVITTO CANDELLERO,

preparatorio alle RR. Accademie, Collegi militari ed alla R. Scuola di marina, in Torino

Venne traslocato in via Saluzzo, n. 33, in più vasto locale, con due cortili, e tutto chiuso esclusivamente per l'Istituto. — *N. B.* I corsi incominceranno al principio di novembre.

SITUAZIONE
DELLA CASSA DEL COMMERCIO E DELL'INDUSTRIA
CREDITO MOBILIARE

Torino, li 30 *Settembre* 1862.

Attivo			Passivo		
Cassa	L.	661,251 31	Capitale	L.	10,000,000 »
Portafoglio	»	4,410,622 22	Sconti	»	359,713 89
Risconto	»	185,283 01	Benefizi diversi ed interessi sc. titoli	»	77,258 24
Interessi s. conti correnti	»	191,714 48	Dividendi a pagarsi	»	186,996 07
Spese di 1° stabilimento	»	118,894 12	Conti correnti	»	7,446,778 93
id. di amministrazione	»	57,326 88	Saldo profitti e perdite del semestre antecedente	»	» »
Fondi pubblici e valori industriali	»	13,071,119 »	Risconto del portafoglio	»	11,724 75
Azionisti per saldo azioni	»	131,100 »	Creditori diversi e corrispondenti all'estero	»	12,280,736 60
Stabili di proprietà	»	2,347,799 78	Capitali in sospeso	»	2,560,609 53
Debitori diversi e corrispondenti all'estero	»	13,603,782 76	Perdite eventuali	»	2,002,505 46
Battello a vapore	»	206,000 »	Fondo di riserva	»	123,926 42
Spese diverse	»	32,266 33			
Totale	L.	35,050,239 89	Totale	L.	35,050,239 89

SITUAZIONE
DELLA CASSA GENERALE

Genova, li 30 *Settembre* 1862.

Attivo.			Passivo		
Cassa	L.	1,248,568 58	Capitale	L.	8,000,000 00
Portafoglio	»	7,810,269 21	Sconti	»	200,037 42
Risconto pagato	»	53,430 48	Benefizi diversi	»	73,041 64
Interessi s. conti correnti	»	89,784 79	Dividendi a pag. s. depositi	»	3,787 81
Spese di 1° stabilimento	»	36,449 35	Conti correnti	»	12,655,480 86
Id. d'amministrazione	»	11,791 54	Saldo profitti e perdite del semestre antecedente	»	1,065 92
Azionisti per saldo azioni	»	3,200,000 »	Risconto del portafoglio	»	40,603 50
Debitori diversi	»	3,399,267 19	Creditori diversi	»	755,942 58
Fondi pubblici e valori industriali	»	5,461,494 02	Effetti a pagare	»	1,941 74
Corrispondenti	»	515,409 66	Dividendi dell'ult. sem. azioni . . N. 700	»	3,500 00
			Id. arretrati » 2110	»	8,887 50
			Fondo di riserva	»	112,176 35
	L.	21,856,464 82		L.	21,856,464 82

MOVIMENTO DEL PORTAFOGLIO

Dal 1 *al* 30 *Settembre*

ENTRATA	N.	L.	USCITA	N.	L.
Effetti scontati dal 1° al 30 settembre	746	5,326,678 70	Effetti riescontati ed incassati dal 1° al 30 settembre	805	5,741,259 88
Id. anteriormente	1550	9,382,813 28	Id. anteriormente	1313	7,949,005 97
	2296	14,709,491 98		2118	13,690,265 85
Rimanenza del 30 giugno p. p.	958	6,791,043 08	Rimanenza in portafoglio al 30 detto	1136	7,810,269 21
Totale	3254	21,500,535 06	Totale	3254	21,500,535 06

Ai Padri di Famiglia

I Preti della Missione continuano a dirigere in Finalmarina un Collegio Tecnico, in cui ricevono a modica pensione giovanetti di civile condizione dal 6 al 12 anni, e si propongono d'instruirli nelle lingue Italiana, Francese ed Inglese, nella Storia e Geografia, nell'Aritmetica, Algebra e Geometria, nella tenuta dei libri e nel disegno. — Per il programma dirigersi al Superiore del R. Collegio GHIGLIERI in Finalmarina.

Ai Padri di Famiglia

Essendo terminata la convenzione della società Vassia-Candellero, il professore Carlo Luigi Vassia, che da 19 anni attende ad istruire giovani per la carriera militare, ha aperto da sè col primo ottobre un nuovo convitto con scuola preparatoria alla R. Militare Accademia di Torino, e a tutti i Collegi Militari dello Stato. — *Via della Meridiana, n.* 19, *piano primo.*

AVVISO

CASCINA da vendere, sita in territorio di Saluzzo, vicina all'abitato, del quantitativo di ett. 18, 50 circa, con ampio fabbricato civile e rustico, composta di prati per ett. 9 circa, e di campi ed alteno. Il tutto irrigabile.

Far capo dal procuratore capo in Saluzzo, signor Giacomo Rosano.

Ventilatore a Elice

PRIVILEGIATO, A L. 30

Per levare il fumo ai camini, e l'aria putrefatta dai cessi, Ospedali, Teatri, ecc.

Presso MINA CARLO, fumista, piazza San Carlo, Torino.

CITAZIONE PER PUBBLICI PROCLAMI

Nella causa vertente avanti il tribunale del circondario d'Asti fra la confraternita di Montegrosso sotto il titolo della SS. Annunziata, rappresentata dal priore Stefano Curti di detto luogo, e li signori canonico Vitaliano Rossi, quale vicario capitolare di questa diocesi, e sacerdote Giuseppe Paruzza, parroco di Montegrosso, sono citati ad intervenire, ad instanza della prima, in via ordinaria e nel termine di giorni 15, tutti gli individui di Montegrosso i quali in esecuzione del decreto 12 aprile passato, del prefato signor vicario, furono ascritti qual confratelli alla compagnia o confraternita predetta onde si dichiarino nulle le loro nomine non che quelle del priore e sotto priore fatte in esecuzione del decreto stesso, in conseguenza si abbiano a mantenere ed anche reintegrare la confraternita e tutti gli individui che la componevano prima, nel possesso di procedere alle elezioni nei metodi e forme per lo addietro praticati, non che di tutti i diritti e prerogative anteriori, con obbligo ai nuovi priore e sotto priore di dare il conto dell'amministrazione a pena del caricamento estimatorio.

Questa citazione fu autorizzata con decreto del tribunale d'Asti 20 settembre 1862.

Asti, 28 settembre 1862.

Ceca sost. Sismondo

FALLIMENTO

di Gio. Battista Ferrero, già commissionario in Torino, via Oporto, n. 34, e di Giovanni Olmo, già negoziante da vino in società col detto Ferrero, in via S. Domenico, num. 5.

Si avvisano li creditori dei falliti predetti di rimettere fra venti giorni alli sigg. Francesco Lavaggi e Teresio Callieri domiciliati in Torino, e Trombotto Sebastiano domiciliato in Candiolo, sindaci definitivi, od alla segreteria del tribunale di commercio di Torino, i loro titoli e nota di credito in carta bollata, e di comparire quindi personalmente, oppure rappresentati da un mandatario, alla presenza del signor giudice commissario Enrico Martinolo, alli 10 di ottobre prossimo, alle ore 9 di mattina, in una sala dello stesso tribunale, pella verificazione dei crediti a termini della legge.

Torino, li 12 7.bre 1862.

Avv. Massarola sost. segr.

SUBASTAZIONE.

All'udienza del tribunale del circondario di Torino del 14 novembre prossimo, ore antimeridiane, avrà luogo, sull'instanza del geometra Carlo Spozio residente a Verolengo, rappresentato dal di lui procuratore speciale infra sottoscritto, contro li Barbero Angela, qual tutrice dei minori di lei figli Pietro, Francesco, Giuseppe, Vittoria, e Catterina fu Giuseppe Campo, residenti a Verolengo, e di altra figlia Maria Campo, moglie di Giuseppe Ramello, residente a Verrua, l'incanto di alcuni stabili siti sul territorio di Verolengo, regione Calciavacca, consistenti in un corpo di fabbrica rustica terreno di quantitativo are 4, cent. 16, coi numeri di mappa 216, 217 e 218, ed in una pezza campo nella stessa regione, di are 7, cent. 62, al numero di mappa 59, in aumento al prezzo di L. 100 offerto dall'instante, ed il deliberamento seguirà a favore del miglior offerente, ed ai patti e condizioni di cui nel bando venale del 18 settembre 1862, autentico Marazio segretario sostituito.

A. Colomba proc. capo.

SUBASTAZIONE.

All'udienza del tribunale del circondario di Torino delli 8 del prossimo venturo novembre avrà luogo, a termini della sentenza di detto tribunale del 22 agosto testè scorso, l'incanto e successivo deliberamento degli infra designati stabili, dei quali venne ad instanza della città di Chieri, ordinata l'espropriazione forzata per via di subasta, contro li Domenico, Giuseppe e Ferdinando fratelli Durando ed Antonio Boasso, qual terzo possessore, residenti li tre primi in Chieri e l'ultimo in Torino, con sentenza del sullodato tribunale del circondario del 4 aprile 1862.

L'incanto verrà aperto sui prezzi dall'instante città di Chieri offerti, cioè di L. 314 pel 1 lotto, di L. 167 pel 2, di L. 1612 pel 3, di L. 21326 pel 4 e di L. 1886 pel 5, e sotto le condizioni di cui nel relativo bando venale del 5 corrente mese, visibile nell'ufficio del proc. capo Innocenzo Richetti, via Stampatori, n. 4.

Descrizione degli stabili a subastarsi situati nella città di Chieri e suo territorio.

Lotto 1.

Sito di Barbacano, ora orto, tra le antiche porte del Gialdo e di Arène di Chieri, di are 9, cent. 19, pari a tav. 24.

Lotto 2.

Due porzioni di Barbacana interna, ora orto, poste tra la porta di Albussano e quella del Gialdo di Chieri, formanti un sol pezzo, di are 4, cent. 83.

Lotto 3.

Campo già prato, nella regione dei Fantini, di are 87, cent. 26.

Lotto 4.

1. Corpo di cascina, nella reg. Gerbo, composto di fabbricato civile e rustico, aia, orto, prato, vigna e campo simultenenti, di are 1061, cent. 68.

2. Campo e prato simultenenti, nella regione di San Martino, di are 198, centiare 28.

Lotto 5.

Campo, nella regione delle Rocche, detto dell'Inchiuda, di are 89, cent. 32.

Torino, 13 settembre 1862.

Rambaudi sost. Richetti p. c.

VENDITA AI PUBBLICI INCANTI.

All'udienza delli 31 ottobre prossimo venturo, ore 11 di mattina, nanti il tribunale di circondario di Cuneo, avrà luogo la vendita per pubblici incanti di varii beni stabili siti nel territorio di Borgo San Dalmazzo, Roccavione, Valdieri e Sambucco; quale vendita è promossa in via di subasta volontaria dal causidico e notaio coll. Cristoforo Fornaseri residente in Cuneo, rappresentato dal procuratore sottoscritto, quale curatore dell'eredità giacente di Giuseppe Maria Trocelli, apertasi in Borgo San Dalmazzo.

Tale vendita che doveva aver luogo li 9 scorso luglio, si rese deserta per mancanza di oblatori, e l'incanto, sull'instanza del sullodato curatore, venne riaperto su di un prezzo minore a caduno delli infra specificati lotti, dietro appositi decreti del tribunale stesso, ed in seguito alla perizia giurata del geometra commesso Vincenzo Milano.

La suddetta vendita di beni stabili è divisa in sei distinti lotti, di cui li tre primi dei beni situati in Borgo San Dalmazzo, e consistenti in corpo di casa, orto, gravere e campi; il quarto dei beni situati in Roccavione, e consistenti in caseggi rustici, ed orti; il quinto dei beni siti in Valdieri, e consistenti in un corpo di casa; ed il sesto dei beni siti in Sambucco, e consistenti in una piccola pezza campo; e secondo le condizioni ed il prezzo a cadun lotto offerto, si e come sta scritto nel relativo bando venale delli 29 scorso mese di agosto, visibile nello studio del sottoscritto, e presso la segreteria del tribunale sullodato.

Cuneo, li 12 settembre 1862.

Camillo Luciano p. c.

SUBASTAZIONE VOLONTARIA.

Il tribunale del circondario di Cuneo sul l'istanza della signora Luigia Falco moglie di Gioanni Cambiano, residente in Cuneo, quale erede beneficiata della propria madre Clara Massa già vedova Falco, e poscia moglie Granetti, con decreto 20 agosto ultimo scorso autorizzò la vendita volontaria ai pubblici incanti degli stabili caduti nell'eredità di detta Clara Massa, consistenti in una casa in Cuneo, sezione Stura, prospiciente le due contrade di Caraglio e dei Tessitori, sotto il numero di mappa 397, ed in un chiabotto sito sul territorio di Cuneo, sezione San Benigno, regione Molino Roero, col nn. di mappa 6095, 6096, 6097, 6098, 6099 e 6100, della complessiva superficie di ett. 4, are 33, cent. 86, al prezzo quanto alla casa di L. 8625; e quanto al chiabotto di L. 10,126 83, ed alle altre condizioni apparenti dal relativo bando venale in data 29 stesso mese, e fissò per detto incanto l'udienza delli 29 ottobre prossimo venturo, ore 11 antimeridiane, in una delle sue solite sale.

Cuneo, li 11 settembre 1862.

Fabre proc.

SUBASTAZIONE.

All'udienza delli 29 ottobre prossimo venturo, ore 11 di mattina, nanti il tribunale di circondario di Cuneo, avrà luogo la vendita per pubblici incanti di varii beni stabili siti sul territorio di Peveragno e consistenti in caseggi, corte e campi e prati, divisi in due lotti, il primo di ett. 4, are 61, cent. 5, ed il 2 di are 31, cent. 73, sull'offerta del primo lotto di L. 7314 e del secondo lotto di L. 511.

Tale vendita promossa in via di subasta dalla cappella della Beata Vergine del Borgato ed annessa Opera Pia Gondolo, in persona di Andrea Globergia sindaco di Peveragno e preside dell'Amministrazione di dette Opere, rappresentata dal sottoscritto procuratore, ha luogo contro li Stefano e Teresa patruo e nipote Gondolo, residenti il primo a Villanova di Mondovì, la seconda in Cuneo, moglie del dottore Stefano Rovera da cui è assistita ed autorizzata, e sotto l'osservanza delle condizioni inserte nel bando venale delli 6 corrente settembre, visibile nello studio del sottoscritto e presso la segreteria del tribunale sullodato.

Cuneo, 12 settembre 1862.

Camillo Luciano p. c.

AUMENTO DI SESTO.

Con atto del giorno d'oggi, celebrato dal notaio sottoscritto, si deliberò al signor Luigi Parena l'infradescritta casa per lire 1500, che sul prezzo di L. 1200 si esponeva all'incanto ad instanza del signor notaio M. Morelli sindaco della fallita Paganone; il termine per fare l'aumento del sesto al detto prezzo, scade con tutto il 13 prossimo ottobre.

Casa posta a Giaveno, borgo Superiore, descritto in mappa sotto parte del numero 497, sez. E, E.

Giaveno, 27 settembre 1862.

Not. Luigi Morelli.

REINCANTO

Dietro aumento di mezzo sesto dalla signora Borsotti Catterina di Fara mediante la prescritta autorizzazione del tribunale di questo circondario, fatto ai lotti 2, 11, 16, 19, 22, 25, 26, 27, ed aumento di sesto fatto dal signor Giovanni Cavallini ai lotti 10 e 12, e dal signor Damiano Desflaci al lotto quarto dei beni già di spettanza di Giuseppe Antonio Stoppani, situati nell'abitato e territorio di Fara, descritti nel bando tre luglio scorso, e componenti detti lotti, consistenti in una casa civile, vigne, prati, aratorii ed in due case rustiche, saranno nuovamente posti all'incanto per l'udienza del giorno 25 venturo ottobre.

Quali beni ampiamente descritti nel nuovo bando venale 26 corrente mese, saranno deliberati sotto la stretta osservanza delle condizioni colà specificate.

Novara, li 29 settembre 1862.

Sartorio sost. Rivaroli.

CITAZIONE

L'usciere Ghiotti addetto al tribunale del circondario di Pinerolo, con atto 30 corrente settembre, sull'instanza delli Maria Teresa Fantrero vedova di Giuseppe Ruffinatto e Domenico Picco, questi qual tutore della figliuolanza minore di detto Giuseppe Ruffinatto da Cumiana, assegnò li Giovanni e Francesco fratelli Fassetta di Domenico, di domicilio, residenza e dimora ignoti, a comparire in via sommaria semplice fra giorni 10 prossimi, nanti quel tribunale, all'oggetto di assistere al giudicio di divisione ivi vertente tra gli instanti eredi di Giovanni Battista Ruffinatto e gli eredi di Giuseppe Ruffinatto suddetto.

Pinerolo, 30 settembre 1862.

V. Facta p. c.

ESTRATTO DI BANDO VENALE.

Sull'instanza del signor Giovanni Giacomo Long, residente a San Giovanni di Luserna avanti il tribunale di questo circondario ed all'udienza delli 8 novembre prossimo venturo, ad un'ora pomeridiana si procederà all'incanto e successivo deliberamento a pregiudicio di Bartolomeo Malan fu Bartolomeo, residente in Pinerolo, d'una casa, campo, prato, ripa e gerbido, di are 92, 08, in territorio d'Angrogna, regione Rocca Martin, alli num. di mappa 171, 172, 173, 174, 175, 184 e 188.

L'incanto avrà luogo in un sol lotto sul prezzo di L. 195, e sotto l'osservanza delle condizioni del bando venale 22 settembre andante, autentico Giauda.

Pinerolo, 30 settembre 1862.

Lamarchia caus. capo.

Torino — Tip. G. Favale e Comp.